



HAL
open science

Vers une histoire transnationale du libéralisme

Kevin Brookes

► **To cite this version:**

Kevin Brookes. Vers une histoire transnationale du libéralisme. Revue Française de Science Politique, 2014, 64 (3), pp.526-530. hal-01503262

HAL Id: hal-01503262

<https://hal.science/hal-01503262>

Submitted on 6 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'État et des autres institutions clés de la société moderne, de même que les droits de l'homme prennent la forme de demandes sociales concrètes, produites dans des arènes spécifiques et promues par des catégories d'acteurs spécifiques » (p. 1). À défaut d'une théorie, les deux chercheurs proposent de dégager une méthode sociologique d'analyse des droits de l'homme ; les différentes contributions à leur ouvrage sont autant d'études de cas pour sa mise en œuvre. Ils insistent sur le fait que les droits de l'homme sont pour les sciences sociales un objet récent¹, déencastré progressivement du droit et de la philosophie. La recherche s'est massivement saisie de cet objet et *Making Human Rights intelligible* en est un bon exemple. Ouvrage précis, il exploite la diversité des situations à la recherche d'une méthode permettant d'unifier et de penser l'autonomie de cet objet dans le champ des sciences sociales. Les questions épistémologiques y ont gagné en importance depuis quelques années². Elles permettent de nuancer les représentations habituelles des droits de l'homme oscillant entre idéologie de l'individualisme forcené et alternative humaniste au capitalisme.

De cette confrontation des modèles, il ressort que les droits de l'homme constituent un périmètre d'intervention et un programme d'action par le droit, plus qu'une finalité de l'organisation politique. Chris Thornhill et Paul Stenner convoquent la sociologie de Niklas Luhmann pour expliquer que les droits de l'homme sont le marqueur du passage des sociétés à la modernité (p. 28 et p. 113 sq.). Ils expriment l'externalisation par les États de fonctions afin de déconcentrer le pouvoir et responsabiliser les individus. Sur le terrain, les études proposées par Lesley Jacobs et Quirine Eijkman (chapitres 11 et 14) montrent comment la mise en œuvre de la règle, voire la règle elle-même sont questionnées par les acteurs.

Lesley Jacobs étudie les mécanismes de traduction et d'adaptation locales des droits de l'homme pour les politiques de santé. Quirine Eijkman explique comment les droits de l'homme entrent dans la pratique de la police costaricaine. Ils insistent chacun sur la complexité et la progressivité de la mise en œuvre de tels droits, pensés globalement et posés localement. Ce n'est pas si révolutionnaire dans la sociologie du droit mais permet sur un objet aussi imposant que les droits humains de revenir à une certaine modestie.

Alexandre Boza -
Science Po Paris, CHSP

Vers une histoire transnationale du libéralisme³

« Les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. À vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. »

Cette citation de John Maynard Keynes, issue de *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, met en exergue le rôle central que jouent les idées et les intellectuels dans les orientations et les choix des décideurs publics. Sur ce postulat se fondent deux ouvrages écrits en 2012, traitant de l'émergence et du développement du néolibéralisme, depuis les années 1930, en tant que courant d'idées et mouvement d'acteurs en tentant d'établir la manière dont un petit cercle d'intellectuels a pu contribuer à redéfinir le discours politique contemporain sur le rôle du

1. La mise au point bibliographique proposée par Kenneth Cmiel (« The Recent History of Human Rights », dans Akira Iriye, Petra Gedde, William Hitchcock (eds), *The Human Rights Revolution. An International History*, Oxford, Oxford University Press, 2012) permet de rendre compte du dynamisme de la recherche en la matière. Si mention est faite de la notion par les internationalistes dès les années 1940, c'est à la faveur de la fin de la guerre froide que le terme fait l'objet d'une réévaluation dans quelques ouvrages qui cherchent les sources du « triomphe » de l'idéologie des droits de l'homme.

2. Stefan-Ludwig Hoffmann (ed.), *Human Rights in the Twentieth Century. A Critical History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Benjamin Gregg, *Human Rights as Social Construction*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 ; Rhiannon Morgan, Bryan S. Turner (eds), *Interpreting Human Rights. Social Science Perspectives*, Abingdon, Routledge, 2009.

3. À propos de Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2012, xiv + 418 p., chronologie, index ; et Angus Burgin, *The Great Persuasion. Reinventing Free Markets since the Depression*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, 304 p., index.

marché dans la société. Les deux auteurs tentent de répondre à cette problématique commune, et sur une période historique proche, mais avec deux angles d'analyse complémentaires. L'ouvrage de l'avocat anglais Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe*, issu d'une thèse de doctorat en histoire, s'intéresse à la manière dont les idées élaborées par un groupe d'intellectuels souhaitant refonder la doctrine libérale classique se sont muées en une « rhétorique » néolibérale mobilisée par des acteurs politiques de droite, inscrites dans des programmes politiques, puis traduites dans des politiques publiques concrètes au Royaume-Uni et aux États-Unis. À la croisée de l'histoire et de la science politique, D. Stedman Jones se livre ainsi à un examen de trois dimensions que revêt le néolibéralisme¹ : sa dimension intellectuelle en tant que courant d'idées, sa dimension politique en tant que mouvement militant et sa dimension programmatique en tant qu'ensemble de politiques publiques. L'étude d'Angus Burgin, *The Great Persuasion*, également issue d'une thèse d'histoire, se focalise quant à elle sur la pensée et la trajectoire intellectuelle des grands auteurs néolibéraux. Elle retrace plus particulièrement l'histoire des intellectuels de la Société du Mont Pèlerin et la manière dont ils ont contribué, en repensant le marché, à le défendre de manière très large auprès de journalistes et d'acteurs politiques de premier plan. L'auteur insiste sur l'évolution du contenu des idées qui ont été défendues par ces acteurs : parti d'une volonté de défendre le libéralisme économique en souhaitant en limiter ses dérives inhérentes par la mise en place d'institutions encadrant le marché, le néolibéralisme a progressivement pris la forme d'une promotion d'un capitalisme libéral au sein duquel l'État n'exercerait que des fonctions minimales.

L'originalité de ces deux livres par rapport aux études développées depuis une dizaine d'années provient en grande partie de la richesse des sources mobilisées (entretiens, fonds d'archives de la Société du Mont Pèlerin, archives privées, documents de travail gouvernementaux, correspondances...), mais également de leur approche,

qui prend au sérieux le contenu intrinsèque des idées en analysant le contexte de leur production. Ils permettent, en historicisant les principales productions intellectuelles et les principaux canaux de diffusion du néolibéralisme, de sortir d'une analyse en termes d'« hégémonie » qui le réduit à un ensemble idéologique cohérent visant à défendre des intérêts établis. Ces deux textes se distinguent ainsi d'études plus sociologiques comme celles de Dieter Plehwe et Philip Mirowski² – ainsi que celle de François Denord pour le cas français³ – dans leur prise en considération de l'influence des penseurs et des idées sur le long terme dans l'action politique. Ces deux études restituent l'histoire plus complexe d'un mouvement marqué par des crises profondes, des périodes de latence, et mettent en avant des possibles non advenus liés à des contingences historiques. L'ouvrage d'A. Burgin rejoint la perspective de Serge Audier qui dans *Néolibéralisme(s)*⁴ appelle à déshomogénéiser le néolibéralisme en soulignant les divergences intellectuelles profondes entre les différents penseurs associés à ce mouvement, et l'évolution profonde de cette pensée au cours du temps.

Une autre contribution des deux livres est d'avoir saisi le néolibéralisme comme un mouvement transnational de fabrication et de circulation des idées politiques. La circulation de ces idées ne s'est pas faite au même endroit ni au même moment. Elle s'est faite de manière globale, au-delà des frontières nationales, par des transferts d'idées, de politiques publiques et de personnes, tout d'abord de l'Europe vers les États-Unis, puis des États-Unis vers l'Europe. D. Stedman Jones rappelle d'ailleurs que ce phénomène n'est pas nouveau, et cite ainsi les travaux de D. S. Rodgers⁵ sur les réformateurs sociaux du début du 20^e siècle.

Alors que l'ouvrage de D. Stedman Jones néglige la genèse du néolibéralisme en faisant débiter son étude par des publications contemporaines à la seconde guerre mondiale, l'ouvrage d'A. Burgin permet de combler cette lacune en offrant une histoire quasi microscopique des

1. Stéphanie Lee Mudge, « What is Neo-Liberalism ? », *Socio-Economic Review*, 6 (4), 2008 p. 703-731.

2. Philip Mirowski, Dieter Plehwe (eds), *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

3. François Denord, *Néo-libéralisme, version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

4. Serge Audier, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

5. Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1998.

premiers économistes ayant pour objectif la réhabilitation du libéralisme dans le contexte économique et social des années 1930 profondément hostile à leurs conceptions. L'historien, à l'aide d'un corpus impressionnant de correspondances privées, retrace en détail comment un groupe d'économistes s'est constitué à la London School of Economics, au moment même où un autre foyer se formait à l'Université de Chicago pour s'opposer au *New Deal* et défendre l'économie de marché fortement décriée à la suite de la crise de 1929. Des ponts sont établis dès cette époque entre les néolibéraux américains et anglais ; mais ces économistes, comprenant le futur prix Nobel d'économie Friedrich August Hayek, différenciaient alors leur travail académique de leurs convictions politiques et refusaient de s'impliquer directement dans les débats politiques de leur temps. L'objectif était alors de reformuler une doctrine qui réponde aux nouvelles attentes des années 1930 en rompant de manière nette avec le laisser-fairisme du 19^e siècle comme l'illustre l'épisode du colloque Lippmann analysé principalement par A. Burgin¹. Cependant, ce n'est qu'après la dispersion de ces intellectuels au cours de la seconde guerre mondiale que va s'ouvrir, selon D. Stedman Jones, la deuxième phase de l'histoire du néolibéralisme avec son institutionnalisation autour d'un groupe d'intellectuels partageant un même sentiment d'isolement dans leurs pays respectifs ainsi que la conviction qu'en tant que tels, ils contribueraient à amener des changements idéologiques de long terme. Forte de ces réseaux constitués et de ces thèmes communs, se crée la Société du Mont Pèlerin en 1947. Friedrich Hayek, observateur du rôle important qu'a joué la Fabian Society en Angleterre, est convaincu de l'influence des idées sur le long terme par l'intermédiaire de ce qu'il appelle les « *second hand dealers of ideas* » que sont les journalistes et *leaders* d'opinion et par la nécessité de penser une utopie libérale de nature à séduire les générations suivantes. A. Burgin livre une histoire détaillée de la Société, en décrivant finement (parfois en s'attardant sur des anecdotes et des détails) le passage d'une Société ouverte à des universitaires issus de différentes disciplines et à des personnalités très diverses sur le plan idéologique, à

une Société faisant l'objet d'une hégémonie accrue des économistes américains aboutissant à une radicalisation du néolibéralisme, notamment sous l'égide de Milton Friedman qui en fut pendant un temps le président (1970-1972).

Le lecteur perçoit clairement, à travers la démonstration d'A. Burgin, la maturation et la radicalisation du néolibéralisme vers une critique de plus en plus virulente de l'État et de son rôle économique, rompant avec le rôle actif et vigilant prôné par l'école ordo-libérale que décrivait déjà Michel Foucault dans ses cours sur la *Naissance de la biopolitique*². *The Great Persuasion* a pour originalité de consacrer une partie importante au « transfert de *leadership* d'Hayek à Friedman, emblématique d'un changement générationnel » (p. 154) en faisant une véritable biographie intellectuelle de l'économiste américain aux multiples carrières (académique, médiatique, d'expert, de conseiller du prince...). Ce passage constitue le moment fort de la thèse, notamment par la richesse des sources primaires mobilisées. Il rappelle les apports de la méthodologie positiviste de Milton Friedman à la science économique, véritable « moment pivot dans l'histoire de la défense de l'économie de marché » (p. 161). Contrairement aux économistes autrichiens néolibéraux comme Mises, Friedman soumet la pertinence de la vision libérale de l'économie à la vérification empirique, dotant le libéralisme économique d'une légitimité scientifique dont il saura tirer profit dans les médias. A. Burgin analyse l'« invention » du Milton Friedman comme intellectuel public aux positions tranchées en exhumant ses nombreuses publications (y compris destinées à un public restreint) et prises de position au cours de ses différentes carrières pour illustrer l'évolution intellectuelle profonde de l'économiste américain au sein d'un réseau d'universitaires et de *think tanks* plus large. L'évolution de ses idées et de ses choix de carrière peut être reliée à des réseaux comme la Société du Mont Pèlerin et à des institutions proches du patronat comme le William Volker Fund qui a aidé au financement de plusieurs projets (dont les conférences qui allaient donner lieu à la publication de son *best-seller*, *Capitalisme et Liberté* en 1962).

1. Pour une analyse détaillée écrite en langue française des débats qui ont eu lieu au cours de ce colloque, cf. Serge Audier, *Le colloque Lippmann. Aux origines du « néo-libéralisme »*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2012 (1^{re} éd. : 2008).

2. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard, 2004, p. 105-164.

L'auteur conclut son étude en insistant sur l'influence qu'a eu le néolibéralisme dans l'imaginaire populaire, puisqu'il considère qu'après la crise économique de 2008, « le capitalisme est peut-être en crise, mais l'horizon des alternatives s'est réduit » (p. 216).

Cela renvoie à l'un des traits fondamentaux du livre de D. Stedman Jones qui se focalise sur la réception des idées de ces penseurs néolibéraux dans le champ politique. Il fait bénéficier le lecteur de son expertise de la vie politique britannique, en tant que chercheur mais aussi en sa qualité d'ancien membre du *think tank* Demos, en restituant davantage d'éléments du cadre politique et social de l'époque. Il inscrit bien la production intellectuelle des auteurs néolibéraux dans un contexte historique et social précis de guerre froide et d'émergence d'une vague d'opposition conservatrice anticommuniste et hostile à l'État providence. Il souligne également l'importance du cadre historique international et national pour comprendre la réception et la percée des idées néolibérales en politique : la fin du système international monétaire de Bretton Woods, les chocs pétroliers des années 1970 et le prêt du FMI au Royaume-Uni en 1976 qui remettent en cause le paradigme keynésien. Selon D. Stedman Jones, les vecteurs principaux de diffusion de ce réseau transatlantique sont les *think tanks* auxquels il consacre un chapitre entier. Celui-ci, malheureusement, présente l'écueil de s'apparenter à un catalogue d'organisations et d'acteurs clefs. Selon lui, sans ces organisations, qui se sont développées grâce à l'implication d'une partie du patronat des deux pays, la pensée des intellectuels néolibéraux serait restée confinée aux cercles académiques. Elles ont ainsi, en réunissant hommes d'affaires, universitaires et acteurs politiques, « aidé à transformer la pensée néolibérale en un programme politique néolibéral » (p. 135). C'est d'ailleurs l'une des forces de l'ouvrage d'étudier le destin de ces idées, alors à contre-courant, en les mettant en relation avec l'histoire politique des deux pays.

Le propos est particulièrement pertinent lorsque l'auteur décrit avec minutie (à partir de littérature grise comme des notes internes aux partis) comment Margaret Thatcher et Ronald

Reagan ont préparé leur programme économique à l'aide d'experts issus de différents *think tanks* néolibéraux et disciples d'Hayek et de Friedman. En revanche, alors que D. Stedman Jones arrive à montrer cette circulation des idées néolibérales du monde académique au monde politique, sa partie sur l'implémentation dans les politiques publiques d'un programme libéral n'est pas parvenue à nous convaincre. D'une part, parce que, comme le souligne Jean Magnan de Bornier dans une recension¹, le secteur du logement, choisi pour illustrer le changement d'orientation des politiques publiques (certainement lié à son activité de juriste en droit de l'urbanisme), n'était peut-être pas le plus significatif comparé à d'autres politiques menées à la même époque. D'autre part, la démonstration concernant la libéralisation du secteur du logement n'est que partielle : une suite de lois est présentée sans mise en rapport avec les idées néolibérales, l'auteur s'appuie sur des sources de seconde main, et globalement, comme l'a souligné le politiste Mark Pennington², les politiques menées à cette époque répondent à d'autres impératifs que l'agenda néolibéral, tandis que le niveau de dépenses publiques pour le secteur du logement n'a cessé d'augmenter dans ces deux pays sur cette période. D. Stedman Jones exagère donc peut-être le succès politique de ces idées néolibérales et le résultat concret de leur travail d'influence reste encore à prouver. Paul Pierson, dans *Dismantling the Welfare State ?*³, avait déjà bien montré la résilience des politiques d'État providence face à la vague néolibérale en raison de la dépendance au sentier qui caractérise les politiques publiques.

Les travaux de D. Stedman Jones et A. Burgin apportent donc un éclairage neuf sur un courant de pensée en recourant à une histoire fine de ses penseurs mais aussi de ses promoteurs en politique. Ils dévoilent également des éléments nouveaux sur l'interaction complexe entre les idées, les intérêts et les institutions pour comprendre les changements opérant dans les différents forums d'actions publiques. Cependant, on peut déplorer le fait qu'aucun des deux auteurs n'ait tenté de situer leurs analyses respectives par rapport à des

1. Recension pour le site Internet *La vie des idées* publiée le 19 juin 2013, <<http://www.laviedesidees.fr/Regards-croises-sur-l-histoire-du.html>>.

2. Dans une intervention le 16 janvier 2013 à la London School of Economics pour commenter le livre de Daniel Stedman Jones (<http://www.youtube.com/watch?v=ehrijP2_ffPc>).

3. Paul Pierson, *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

courants théoriques de science politique comme le courant « idéationnel »¹ mettant l'accent sur le « pouvoir politique des idées économiques »² ou par rapport aux analyses empiriques de Monica Prasad³, qui affirme que les intellectuels et la cohérence interne des idées néolibérales ne sont en rien responsables de l'avènement du néolibéralisme dans les années 1970 (elle met en avant des raisons institutionnelles comme la structure de l'imposition et l'organisation du champ partisan). Ces deux livres nous invitent également à considérer que l'on ne peut plus faire une histoire sociale des idées sans recourir à une approche transnationale, particulièrement dans le cas des idées néolibérales. Cosmopolite dès son origine, le mouvement néolibéral s'est en effet construit de manière transnationale que cela soit au niveau académique ou politique. Les deux auteurs ont pour point commun d'insister sur le rôle des idées et de leurs canaux de transmission, notamment les *think tanks*, dans le tournant néolibéral qui s'est opéré dans la vie politique des pays occidentaux. Nous pouvons conclure avec A. Burgin que « l'histoire de la Société du Mont Pèlerin peut, et dans une certaine mesure, doit être lue comme un large plaidoyer en faveur de la pertinence de l'histoire des idées pour l'histoire de la politique » (p. 224).

Kevin Brookes -

Sciences Po Grenoble, PACTE

La Troisième République en procès⁴

Défense républicaine, combat républicain, front républicain, méritocratie républicaine, égalité républicaine, laïcité républicaine, etc., les expressions ne manquent pas, surtout lors des soirées électorales, qui associent l'adjectif républicain à un substantif. Ces

expressions, familières pour beaucoup, sonnent comme des signaux de reconnaissance. Ils font rejouer les réflexes de rassemblement des forces divisées et dispersées contre les supposés ennemis de la République.

À l'origine de cette « contre-histoire » de la Troisième République, se trouve une exaspération contre une série de stéréotypes positifs, politiques et sociaux, dont est affublée la France républicaine, considérée entre 1870 et 1940. Depuis les années 1980, font remarquer les initiateurs du projet collectif, le thème de la République est revenu en force en politique. De fait, alors que la guerre froide avait imposé pendant un peu plus de trois décennies une lecture manichéenne de l'affrontement entre deux systèmes politiques, les démocraties libérales étant opposées aux démocraties populaires, l'effondrement de l'URSS et de ses satellites laissa vacant un espace immense. La gauche française, désenchantée, chercha dans le passé républicain les fondements d'une alternative au libéralisme absolu. L'adjectif républicain fut décliné à loisir pour caractériser la ligne gouvernementale et qualifier divers projets⁵. La référence eut progressivement tendance à être galvaudée. Héritage informel des combats du 19^e siècle, chacun appelait « républicain » ce qu'il considérait comme intangible et, lorsqu'il entendait disqualifier un adversaire, l'accusait d'être un ennemi de la République. C'est pour prendre le contre-pied de cette habitude, désormais bien ancrée dans la classe politique, et de l'idéalisation implicite de la Troisième République qui la sous-tend et dont quelques historiens des années 1980 seraient responsables, que ce livre a été conçu.

L'ouvrage est divisé en deux grandes parties : les propos s'attachent, dans une première partie, à passer au crible tout un ensemble de lieux communs associés aux institutions et aux valeurs de

1. Mark M. Blyth, « "Any More Bright Ideas?" The Ideational Turn of Comparative Political Economy », *Comparative Politics*, 29 (1), 1997, p. 229-250.
2. Cf. l'étude sur la diffusion de la pensée keynésienne au sein des élites politiques des pays occidentaux : Peter A. Hall (ed.), *The Political Power of Economic Ideas. Keynesianism Across Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1989.
3. Monica Prasad, *The Politics of Free Markets. The Rise of Neoliberal Economic Policies in Britain, France, Germany, and the United States*, Chicago, The University of Chicago Press, 2006.
4. À propos de Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013 (Cahiers libres), 408 p., index.
5. Maurice Tournier, « Étude lexicométrique des discours de Lionel Jospin », dans *Propos d'étymologie sociale*, t. III : *Des sources du sens*, Lyon, ENS éditions, 2002, <<http://books.openedition.org/enseditions/2221>>. Le discours d'investiture de Lionel Jospin en 1994 utilisa la fameuse formule « modèle républicain », inspirée du titre que Serge Bernstein avait donné à un ouvrage collectif.